

TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE NANTERRE

Requête n° 2026M00736

PCL n°: 2025J01229

ORDONNANCE

Nous, Anne MAILLOT MILAN,

Juge-commissaire de la procédure de liquidation judiciaire de la SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE au capital de 50 000,00 €, dont le siège social est situé 22, quai Gallieni - 92150 SURESNES, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 343 393 351,

Désignée à cette fonction par jugement du tribunal de commerce de Nanterre du 20 novembre 2025 ayant ouvert la procédure de liquidation judiciaire de la SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE,

Vu les articles L. 642-19, R. 642-37-2 et R. 642-37-3 du code de commerce,

Vu la requête présentée par la SELARL DE KEATING, prise en la personne de Me Christian HART de KEATING, et les motifs y exposés,

Vu l'inventaire du commissaire-priseur,

Vu le cahier des charges du 28 janvier 2026 établi par le liquidateur,

Vu notre audience du 10 février 2026

Vu l'avis du débiteur,

Vu l'avis du liquidateur,

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES :

Le liquidateur a procédé à la commercialisation du fonds de commerce de la SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE.

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 10 février 2026,

L'offre de cession a été publiée sur le site internet de vente d'actifs du Conseil national des administrateurs et mandataires judiciaires (<https://www.cnajmj.fr>).

Au terme de ce délai, deux offres ont été régulièrement déposées entre les mains du liquidateur.

Une audience a eu lieu en notre cabinet le 10 février 2026 lors de laquelle deux repreneurs se sont présentés et ont été entendus.

Le dirigeant de la SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE a été entendu lors de cette audience pour présenter ses observations et communiquer son avis.

Il a été rappelé qu'il appartiendra au repreneur désigné de faire son affaire personnelle de la renégociation des contrats clients et fournisseurs, les contrats n'étant pas cessibles au visa de l'article L.642-19 du code de commerce.

PRESENTATIONS DES OFFRES DE REPRISE :

Offre de la SAS GROUPE ASSMANN, représentée par Me Olivier Placktor :

L'offre porte sur l'intégralité du fonds de commerce de la SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE pour un prix global et forfaitaire de [REDACTED] réparti de la manière suivante :

- éléments incorporels : [REDACTED] ;
- éléments corporels : [REDACTED] ;
- Stocks : [REDACTED] ;

Le prix de cession a été consigné entre les mains du mandataire liquidateur par virement bancaire.

Le GROUPE ASSMANN fait valoir de nombreuses synergies entre leurs activités et le fonds de commerce repris, et se prévaut d'une grande expérience dans la reprise d'entreprise en difficultés.

Offre de l'EURL NEUF, représentée par Monsieur Bengouhil HADDOUK :

L'offre porte sur l'intégralité du fonds de commerce de la société SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE pour un prix global et forfaitaire de [REDACTED] réparti de la manière suivante :

- éléments incorporels : [REDACTED] ;
- éléments corporels : [REDACTED] ;

Le prix de cession a été consigné entre les mains du mandataire liquidateur par virement bancaire.

L'EURL NEUF justifie la faiblesse de son prix de cession par un défaut de coopération et d'information de la part du débiteur,

AVIS :

Avis du dirigeant

Le dirigeant de la société donne un avis favorable à l'offre de la SAS GROUPE ASSMANN.

Avis du liquidateur

Le mandataire liquidateur émet un avis favorable à l'offre de GROUPE ASSMANN en ce qu'elle permet la valorisation des actifs dans un délai court, pour un prix de cession satisfaisant, et qu'elle permettrait la reprise au profit d'un opérateur capable d'exploiter immédiatement le fonds de commerce, sans rupture de service.

SUR CE,

L'article L. 642-19 du code de commerce prévoit que « *Le juge-commissaire soit ordonne la vente aux enchères publiques, soit autorise, aux prix et conditions qu'il détermine, la vente de gré à gré des autres biens du débiteur lorsqu'elle est de nature à garantir les intérêts de celui-ci* ».

Le liquidateur a procédé à la commercialisation du fonds de commerce de la SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE situé 22, quai Gallieni - 92150 SURESNES et a effectué les publicités requises par l'article R. 642-40 du code de commerce sur le site de vente d'actif du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires.

L'offre de la société GROUPE ASSMANN d'un montant de [REDACTED] est celle qui permettra le meilleur apurement du passif déclaré à la procédure.

Le montant de cette offre est par ailleurs garanti en totalité par un virement bancaire.

Dans ces conditions, au regard du prix de cession proposé et des garanties apportées par la société GROUPE ASSMANN, la vente de gré à gré apparaît de nature à garantir les intérêts du débiteur et de ses créanciers.

En conséquence, la vente aux enchères du fonds de commerce de la société E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE ne sera pas ordonnée et sa cession sera autorisée au profit de la société GROUPE ASSMANN.

PAR CES MOTIFS,

Nous, juge-commissaire :

Autorisons la cession du fonds de commerce dépendant de la liquidation judiciaire de la société SAS E MESSAGE WIRELESS INFORMATION SERVICES FRANCE, au profit de la SAS GROUPE ASSMANN, située 15-19, rue Léon Geffroy, 94400 VITRY SUR SEINE, pour un prix global de [REDACTED] réparti de la manière suivante :

- éléments incorporels : [REDACTED] ;
- éléments corporels : [REDACTED] ;
- stocks : [REDACTED]

Autorisons la faculté de substitution au profit d'une société à constituer ou d'une société du GROUPE ASSMANN,

Ordonnons que la SAS GROUPE ASSMANN restera garante des engagements qu'elle a souscrits,

Prenons acte de l'engagement de la SAS GROUPE ASSMANN de faire son affaire personnelle de la renégociation des contrats clients et fournisseurs,

Prenons acte que l'offre de GROUPE ASSMANN ne reprend aucun contrat de location,

Disons qu'un arrêté des comptes devra être réalisé par un expert choisi par le mandataire liquidateur aux fins de déterminer la quote-part de facturation revenant au cédant et au cessionnaire

Fixons la date d'entrée en jouissance de la cession au jour de la présente ordonnance, de telle sorte qu'à compter de cette date, toutes les charges, assurances et impôts afférents au fonds de commerce seront supportés par le repreneur, et ce, dans l'attente de la conclusion des actes de cession,

Fixons le transfert des risques et charges au jour de la présente ordonnance,

Disons que le repreneur fera son affaire personnelle de la restitution du matériel en dépôt, en location ou qui ferait l'objet d'une clause de réserve de propriété reconnue ou acceptée,

Disons que le cessionnaire prendra à sa charge les droits, frais et honoraires afférents à la cession ainsi que le coût éventuel de la procédure de purge des inscriptions pouvant exister sur le fonds de commerce,

Disons que les actes de cession seront rédigés par l'avocat ou le notaire commis par Maître Christian HART de KEATING, liquidateur, avec faculté de substitution à toute personne pour la signature des actes de cession,

Disons qu'il y a lieu de notifier le dépôt de la présente ordonnance au :

- dirigeant : Monsieur Achim VON SCHWARTZEN – Bregenzer Str. 31 – 40789 MONHEIM AM RHEIN
- cessionnaire : GROUPE ASSMANN - 15-19, rue Léon Geffroy - 94400 VITRY SUR SEINE
- liquidateur : SELARL DE KEATING – 183, avenue Georges Clemenceau – 92 000 NANTERRE

Disons que la présente ordonnance et la requête qui précède seront notifiées par les soins du greffier.

Fait à Nanterre, le (date de la signature électronique de la décision)



EXPÉDITION

Pour expédition certifiée conforme à la minute de la présente
décision

Le Greffier



N° de rôle	2026M00736
Nom du dossier	SELARL de KEATING mission conduite par Me Christian HART de KEATING / M. PERRI PATRICK
Délivrée le	12/02/2026

Cinquième et dernière page.

